



**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°2024-268  
portant ouverture d'une consultation du public  
relative à l'installation d'un centre de récupération de déchets dangereux et  
non dangereux  
par la société Dewez SARL  
sur le territoire de la commune de Signy-le-Petit (08380)**

**Le Préfet des Ardennes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R.512-46-11 et suivants organisant les modalités de consultation du public ;

**Vu** la loi n°2009-179 du 17 février 2009 et notamment son article 27 habilitant le gouvernement à créer par voie d'ordonnance le 3<sup>e</sup> régime des installations classées : l'enregistrement ;

**Vu** l'ordonnance n°2009-663 du 11 juin 2009 créant le régime de l'enregistrement ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** la demande déposée le 19 décembre 2023, complétée les 2 et 18 avril 2024, par la société Dewez SARL en vue de l'enregistrement, au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, de l'installation d'un centre de récupération de déchets dangereux et non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Signy-le-Petit ;

**Vu** le rapport du 19 décembre 2023 du service instructeur considérant que le dossier déposé par la société Dewez SARL peut être déclaré recevable et soumis à la consultation du public ;

## **Considérant que :**

Sont soumis, systématiquement, à consultation du public les installations classées relevant du régime de l'enregistrement,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture des Ardennes,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : objet de la consultation du public**

La demande d'enregistrement présentée par la société Dewez SARL, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIRET 514 785 922 000 14, pour l'installation d'un centre de récupérations de déchets dangereux et non dangereux (rubrique 2712-1 de la nomenclature ICPE) sise lieu-dit 4 bis rue des Grèves sur le territoire de la commune de Signy-le-Petit (08380) est soumise à une consultation du public dans les formes prescrites par le code de l'environnement.

### **Article 2 : siège, jours et durée de la consultation**

Cette consultation du public, d'une durée de 4 semaines, se déroulera du lundi 10 juin 2024 au lundi 08 juillet 2024 inclus. Le siège de la consultation est fixé à la mairie de Signy-le-Petit – 1 Place de L'Église – 08380 Signy-le-Petit.

Le dossier et le registre de consultation sont tenus à la disposition du public durant cette période, aux horaires d'ouverture habituels de la mairie, soit les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, le mercredi de 9h00 à 12h00.

### **Article 3 : consultation du dossier de consignation des observations**

Toute personne pourra prendre connaissance du dossier à la mairie de Signy-le-Petit aux jours et heures habituels d'ouverture au public indiqués à l'article 2.

Le dossier de demande de l'exploitant est également consultable sur le site internet des services de l'État à l'adresse suivante : [www.ardennes.gouv.fr](http://www.ardennes.gouv.fr) / onglet : Politique publique / rubrique : Environnement / article : Les enquêtes publiques / sous-article : Pour les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les observations du public pourront être consignées sur le registre de consultation ouvert en mairie de Signy-le-Petit.

Le public aura également la possibilité, avant la fin du délai de consultation du public, de faire parvenir ses observations sur papier libre adressé à la direction de la coordination et l'appui aux territoires, qui les annexera au registre, à l'adresse suivante : Préfecture des Ardennes (bureau des procédures environnementales – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex).

Les observations qui seront présentées devront être datées et signées par leurs auteurs, dans le cas où ces derniers déclareraient ne pas savoir signer, mention en sera faite.

Les observations émises après la fin du délai de consultation ne sont plus recevables.

**Article 4 : clôture de consultation**

À l'expiration du délai de consultation, le registre de consultation sera clos et signé par le maire puis envoyé, sous 8 jours, à la préfecture des Ardennes dont l'adresse est mentionnée à l'article 3.

**Article 5 : communication de documents**

Les observations émises au cours de la consultation sont communicables, en copie, aux frais de la personne qui les demande.

Le dossier est communicable, dès publicité de l'avis de consultation du public, au frais de la personne qui le demande.

**Article 6 : publicité de la consultation**

Un avis d'ouverture de la consultation sera affiché quinze jours au moins avant son ouverture et durant toute la durée de celle-ci :

- sur le site internet de la préfecture des Ardennes,
- en mairie des communes d'implantation du projet et du périmètre d'affichage :  
Signy-le-Petit , Brognon

L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat complété par chaque maire concerné et transmis à la Préfecture des Ardennes, aux coordonnées indiquées à l'article 3, à l'issue de la consultation.

Le pétitionnaire procédera à un affichage complémentaire de cet avis dans des lieux situés au voisinage de l'installation, de manière visible et lisible.

Par ailleurs, cet avis sera publié par les soins du préfet des Ardennes, aux frais du pétitionnaire, en caractères apparents, dans deux journaux diffusés dans le département, au moins quinze jours avant le début de la consultation.

**Article 7 : autorité compétente pour prendre la décision**

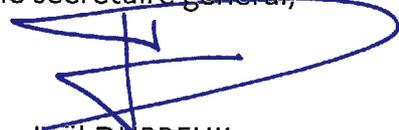
Le préfet des Ardennes est l'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement, qui peut être assortie de prescriptions particulières.

**Article 8 : autorités chargées de l'exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes et les maires de Signy-le-Petit et Brognon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

Charleville-Mézières, le 15 mai 2024

le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Joël DUBREUIL

